

**BOEKEN, CONFERENTIES EN
MEDIA
BOOKS, CONFERENCES AND
MEDIA
*LIVRES, CONFÉRENCES ET
MEDIA***

Jean-Philippe Peemans, 'Crise de la modernisation et pratiques populaires au Zaïre et en Afrique'

L'Harmattan, coll. Zaïre - Histoire et Société, Paris, 1997.

Dans son avant-propos, Benoît Verhaegen observe que cet ouvrage offre 'une synthèse et une critique impitoyable de tous les concepts, de toutes les explications, de tous les plans d'ajustement et du Nouvel Ordre Économique imposés à l'Afrique par l'Occident'.

Effectivement, ce qui frappe le lecteur c'est le caractère radical de la critique en même temps que son amplitude, le vaste angle d'attaque de l'auteur qui soumet à ses feux croisés aussi bien les analyses des experts de la coopération publique que celles des chercheurs indépendants, aussi bien les actions des organismes officiels de développement que celles des ONG, aussi bien les interventions des partenaires extérieurs que celles des élites nationales.

Ce radicalisme a sa vertu. Il libère le regard et la pensée. Il est certain que, dans la phase historique présente, les analyses et jugements sont très généralement guidés et entravés par le sentiment qu'il existe des contraintes, pesanteurs et conditionnements tels que la marge de jeu des acteurs de l'histoire africaine serait singulièrement réduite. Et, bien sûr, la conviction que les modèles révolutionnaires disponibles ont été discrédités contribue à émousser, sinon à désarmer, la pensée critique.

Sans doute, J-P Peemans ne partage-t-il pas cette dernière conviction. Sans doute car il ne nous dit rien des enseignements qu'il tire lui-même de l'histoire des révolutions sociales du XX^e siècle. Pourtant, la radicalité de son point de vue et l'optimisme fondamental qui inspire et colore sa vision impliquent une foi encore vivace en l'avenir de mouvements sociaux révolutionnaires.

Venons-en au contenu de l'ouvrage.

L'auteur appelle à changer de regard.

Il dénonce dans un courant de la recherche africaniste qu'il qualifie de 'néo-involutionniste' une approche du sous-continent en termes de «déviance». Tout en reconnaissant l'intérêt des analyses d'un J-F Bayart, il souligne l'ambiguïté du concept de "politique de ventre" que celui-ci a développé. Ce concept - dont le succès peut être jugé révélateur - est en effet susceptible de conforter la tendance à voir dans les singularités des trajectoires africaines des aberrations, des formes pathologiques et régressives de la modernité (p.35 et circa). L'africanisme occidental, 'encore lourdement chargé des hypothèses de base du paradigme de la modernisation', aurait pour modèle de référence ce modèle à prétention universelle - dont la source est à la fois wéberienne et marxienne - qui voit dans une structuration politique et sociale de caractère 'rationnel-légal' la condition d'une «bonne», d'une «vertueuse» accumulation, c'est-à-dire d'une accumulation productive qu'on pourrait identifier au développement (e.a. pp.45-46).

Par là, l'africanisme partagerait la vision des décideurs - politiciens et bailleurs de fonds - qui, en cherchant à imposer les normes de l'ajustement structurel et de la bonne gouvernance, poursuivent l'adaptation des sociétés et des États africains aux 'exigences universelles du «marché global»' (p. 27). Le pessimisme qui habite le courant de l' 'africanisme néo-involutionniste' alimente, selon l'auteur, deux types d'attitude: celle, attentiste, de ceux qui, soutenant qu'il faut «laisser du temps au temps», se montrent sceptiques à l'égard de toute forme d'intervention volontariste; celle, activiste, des adeptes de la «kouchnérisation du développement» (p. 170) qui, mûs par leur conscience et/ou leurs intérêts, n'admettent pas l'hypothèse d'une durable dérive africaine et plaident pour

l'ingérence (militaro-) humanitaire sous la bannière tricolore de la société civile, du marché et de la démocratie.

Quel autre regard sur l'Afrique sommes-nous invités à adopter?

J-P Peemans ouvre deux perspectives.

D'abord, rejetant l'idée qu'il y aurait une voie obligée pour accéder à une accumulation productive, il appelle (rejoignant ici d'autres analyses de Bayart) à pleinement reconnaître 'l'historicité des chemins de l'accumulation' (p.47). S'appuyant notamment sur les travaux de J. McGaffey, il évoque (il évoque plus qu'il n'analyse) l'existence dans un pays comme le Zaïre de processus d'accumulation informels, c'est-à-dire non contrôlables 'par les nouvelles normes institutionnelles que les tuteurs essaient d'imposer à travers les réformes de l'Etat' (p. 73), processus d'accumulation qui reposent sur des réseaux à caractère souvent politico-économique et qui ont une implantation à la fois internationale, nationale et locale (ea.: pp.73, 97).

En second lieu, Peemans met en lumière, dans la sphère de l'économie populaire urbaine comme dans celle de l'économie rurale et paysanne, de dynamiques qui s'inscrivent dans la logique d'un développement par le bas (ou, préfère-t-il écrire, reprenant le titre d'un ouvrage collectif dirigé par D. Taylor et F. Mackenzie, d'un 'development from within', d'un 'développement par le dedans', p. 228). Il entend par là un développement qui consolide les liens sociaux d'une collectivité territorialement définie et renforce la capacité de celle-ci à 'gérer (son) environnement naturel' en forgeant 'un cadre institutionnel approprié et (...) une identité culturelle qui a sa base matérielle dans la construction même du territoire donné' (p. 119).

Ce sont donc les notions d'accumulation et de développement qui, redéfinies, repensées, permettraient d'apporter un autre éclairage sur les réalités zaïroises et africaines. Le problème est alors d'articuler ces notions et les processus qu'elles qualifient.

Les deux dynamiques distinguées par Peemans, celle de l'accumulation, celle du développement, reposent l'une et l'autre sur des réseaux de relations informelles. Mais à la première correspondent des réseaux plutôt verticaux 'à dominante élitaire', à la seconde des réseaux horizontaux 'à dominante populaire' (p. 217). D'autre part, la dynamique de l'accumulation est dominée par une logique concurrentielle et individualiste, alors que la logique du développement local (celui des quartiers urbains, celui des collectivités rurales) est cette logique de

l'«économie de l'affection» dont a parlé G. Hyden, de nature associative et redistributive (p.ex.: p.158).

L'opposition, cependant, ne peut être tranchée. Les deux dynamiques interfèrent. Les réseaux de l'accumulation et ceux du développement, les réseaux élitaires et les réseaux populaires s'articulent et s'interpénètrent. Par exemple, cette catégorie d'acteurs de l'économie populaire que forment les micro-entrepreneurs constituent 'un des «terreaux» productifs d'une accumulation multiforme, associant commerçants, entrepreneurs, transporteurs, militaires, trafiquants, fonctionnaires, politiciens dans des réseaux où travail besogneux, souci du gain, inventivité, spéculation sont inextricablement et inégalement mêlés' (p. 158). Il ne faut donc pas opposer, comme s'il s'agissait de mondes clos, économie populaire et économie des nantis, société civile et élites étatiques. Et, dans le même mouvement, il faut voir que ce que l'on appelle la «société civile» (ce 'pseudo-concept', p. 186) est une réalité profondément différenciée. Les réseaux de différents types recouvrent des rapports de classe ('les rapports de classe, écrit l'auteur, se vivent à l'intérieur des réseaux', p. 176). Les relations entre réseaux comme celles internes à chaque réseau ont donc un caractère conflictuel.

C'est ici que nous touchons au cœur des difficultés que soulève un ouvrage, par ailleurs (on l'aura, je l'espère, compris) novateur et stimulant.

La logique des réseaux est régie par des rapports de force instables et complexes, mais hiérarchisés. Et, dans le Zaïre de la transition, au sommet de cette hiérarchie se trouve toujours le président Mobutu, qui certes n'a pas conservé ses pouvoirs d'antan, mais qui, dans la sphère constituée par les réseaux politico-économiques de l'élite, continue à contrôler 'le plus grand nombre de réseaux et les plus puissants' (p. 98).

Le problème est alors de voir comment pourraient être modifiés ces rapports de force de telle manière que prévale la logique d'un 'véritable' développement, étant entendu que celui-ci ne peut se concevoir dans les limites des économies populaire et paysanne mais implique des processus d'une autre échelle tels que l'industrialisation et la reconstruction de l'Etat (p. 231).

Le problème est donc celui d'une recomposition politique par le moyen de l'organisation et de la mobilisation de forces sociales. Or à ce niveau l'ouvrage est muet, ne nous ouvre pas même de pistes. Traitant de la «transition» zaïroise, l'auteur montre - sans difficulté - que l'opposition à l'ancien régime n'est porteuse d'aucune alternative. Il va plus loin en évoquant une 'sorte de consensus tacite' entre les différents segments d'une haute 'élite politico-économique' qui craint

d'être emportée ou noyée par la colère populaire (p. 86). Il souligne encore combien les petites élites qui se sont développées avec l'éclosion de la «société civile», dans le cadre du mouvement associatif, sont des alliées peu sûres des masses populaires, étant exposées aux pressions et tentations de partenaires extérieurs en quête d' 'intermédiaires-animateurs (...) qui soient capables de vendre à leurs peuples le nouveau credo de la «communauté internationale»' (p. 170). Les ONG du «Nord», pour leur part, auraient tendance à se muer en 'OQG' ('organisations quasi-gouvernementales') (id.).

La critique d'élites enclines à s'inféoder aux agents du processus transnational de «globalisation» (voir encore p. 173) conduit Peemans à reconnaître quelque mérite historique au président Mobutu. Il écrit: 'On peut dire que, dans le cas du Zaïre, la personnalité du chef de l'Etat a paradoxalement assuré une transition de l'Etat post-colonial modernisateur à une sorte de construction politique informelle qui rappelle les caractéristiques de l'Etat africain précolonial, avec de larges espaces d'autonomie traversés par les diverses logiques de réseaux' (p. 219). Je crois que l'on peut souscrire à ce jugement, mais à condition de le prolonger en rappelant (ce que ne fait pas clairement Peemans) que le système mobutien, s'il préserve des sphères d'autonomie favorables à diverses initiatives et expérimentations sociales, contrecarre et mine tout processus de développement. Son refus de distinguer entre 'bonne' et 'mauvaise' accumulation empêche Peemans d'engager concrètement l'analyse de la forme de capitalisme sauvage, spéculatif et prédateur, que le régime Mobutu a puissamment contribué à instituer. Or c'est une telle analyse qui montre sans doute le mieux dans quelle impasse historique a été plongé le Zaïre et la nécessité en même temps que la difficulté d'une reconstruction.

Opposant globalement les élites aux masses populaires, ne nous indiquant pas où et comment se forgeraient des contre-élites susceptibles d'engager une recomposition politique et une reconstruction institutionnelle, J-P Peemans, finalement, ne permet pas au lecteur de comprendre ce qui fonde son optimisme, ou en tout cas son anti-'afro-pessimisme' militant.

Peut-être lui faudrait-il pour arriver, sinon à convaincre, du moins à se faire vraiment entendre, expliciter le non-dit de sa démarche, son rapport théorique et politique au(x) mouvement(s) révolutionnaire(s) et au marxisme, et l'analyse qu'il fait, à partir de là, des forces de renouveau qui surgissent ou pourraient surgir au Zaïre.

Curieusement - j'en finirai là - il qualifie toujours dans son ouvrage de 'marxiennes' des démarches d'analyse (mettant l'accent sur le rôle de l'Etat et le développement des forces productives) qui, pour lui, sous le couvert d'une référence à Marx, ne seraient en fait qu'une variante de la problématique dominante (bourgeoise-capitaliste donc), alors que ces démarches constituent

bien le fonds commun idéologique des mouvements de type bolchevique ou social-démocrate, qui se sont réclamés de Marx et ont forgé les bases de ce que l'on appelle communément le 'marxisme'. Mais peut-être J-P Peemans pense-t-il que le 'vrai' marxisme (comme le 'vrai' développement) est ailleurs? Encore faudrait-il qu'il nous dise où...

Compte rendu par:

Gauthier de Villers

*Institut africain
c/o Musée africain
Leuvense steenweg 13
3080 Tervuren*